

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 20/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APPRYL

BP 21
Usine de LAVERA
13117 Martigues

Références : GF-D-2024-1469

SPR/2025/546

Code AIOT : 0006400928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement APPRYL implanté Route de PONTEAU, zone Ecopolis Nord, BP 21 - LAVERA 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPRYL
- Route de PONTEAU, zone Ecopolis Nord, BP 21 - LAVERA 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société APPRYL est autorisée par arrêté préfectoral du 25 avril 1996 à exploiter une unité de fabrication de polypropylène sur la commune de Martigues, à Lavéra. Le site réalise la fabrication de polypropylène par polymérisation sous forme de poudre, la granulation (zone extrusion) et le stockage des granulés de polypropylène en vrac (silos) ou en sacs, et est classé SEVESO seuil bas pour cette activité.

Par ailleurs, l'établissement relève également de la directive IED relative aux émissions industrielles.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale relative à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI)
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.4	Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires	7 mois
4	Mesure de prévention	Code de l'environnement du 20/05/2025, article L181-25	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention de la pollution par les granulés de plastique industriels	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D541-362	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux résiduaires	AP de Mise en Demeure du 21/01/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Mesure de prévention	Code de l'environnement du 20/05/2025, article L181-25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite, l'Inspection a pu constater le retour de l'exploitant à la conformité vis-à-vis de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 janvier 2025 en mettant en service un échantillonneur permettant une prise d'échantillons journaliers représentatifs du rejet en l'asservissant au débit de l'effluent.

La surveillance journalière permise par la mise en place de ce dispositif montre des dépassements répétés et notamment pour les paramètres matières en suspension et matières flottantes. L'amélioration du traitement des effluents aqueux fait l'objet d'un porter à connaissance visant la mise en place d'un flottateur. Ce projet est de nature à permettre à l'exploitant de respecter la valeur limite d'émission pour ces paramètres. L'Inspection propose au préfet d'imposer à l'exploitant la mise en place de ces équipements de traitement par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, et propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter la VLE de ce paramètre sous le même délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/01/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance journalière
Prescription contrôlée : La Société APPRYL SNC, dont le siège social est sis route de Ponteau à Martigues (13500), est mise en demeure, pour la poursuite d'exploitation de son établissement sis à la même adresse, de se conformer, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 23.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/04/1996 concernant le prélèvement d'échantillons

journaliers représentatifs.
Constats : Suite à l'inspection du 04 avril 2024, par son arrêté préfectoral du 28 janvier 2025, le préfet a mis en demeure l'exploitant de mettre en place un dispositif de prélèvement journalier asservi au débit de ses effluents aqueux. Lors de la visite du 20 mai 2025, l'Inspection a pu vérifier que l'exploitant a bien mis en place un système de prélèvement asservi au débit. Il a été installé au niveau du regard avant le déversement des eaux vers la lagune. Il est équipé d'une partie réfrigérée. Celle-ci contient 4 contenants en plastique blanc. Lors de la visite, le système est en fonctionnement. La partie réfrigérée est à 6,1°C. L'Inspection estime ainsi que l'exploitant a répondu favorablement à la mise en demeure en conséquence de quoi celle-ci peut être levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/1996, article 23.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux
Prescription contrôlée : [...] <p>L'effluent rejeté après les bassins API et de lissage dans la lagune, devra respecter les caractéristiques maximales suivantes :</p> <p>débit : 270 m3/h ; DCO : Flux=30 kg/j, Concentration = 120 mg/l ; Hydrocarbures : Flux= 5,5kg/j, Concentration = 20mg/l.</p> [...] <p>Les dégrilleurs seront dimensionnés pour limiter à 10 kg/j maximum les quantités de matières en suspension rejetées. Des échantillons seront prélevés et analysés à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées afin de confirmer la performance de ces installations.</p> <p>Pour les effluents aqueux ces valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.</p>
Constats : Depuis l'installation du système de prélèvement le 21 janvier 2025, l'exploitant procède à une mesure journalière sur ses effluents pour les paramètres MES, DCO, COT, DBO5 et azote NGL. L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas rempli l'application GIDAF depuis mai 2023. Ce cadre devra être mis à jour suite à l'instruction du dossier de réexamen IED WGC remis par l'exploitant le 12 décembre 2023. Cette instruction est en cours par les services de l'Inspection. Concernant le suivi de la DCO, sur la période du 21 janvier au 30 avril 2025, l'Inspection relève sur l'autosurveillance de l'exploitant 11 journées avec un dépassement de la valeur limite d'émission en flux fixée à 30 kg/jour par l'article 23.4 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 1996. Lors de ces journées, les valeurs en DCO sont comprises entre 31,2 et 106,4 kg/j. Concernant les matières en suspension, sur la période du 21 janvier au 30 avril 2025, l'Inspection relève sur l'autosurveillance de l'exploitant 14 journées avec un dépassement de la valeur limite d'émission en flux fixée à 10 kg/jour par l'article 23.4 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 1996, dont 8 journées avec un dépassement de plus du double de la VLE. Lors de ces journées, les valeurs en MES sont comprises entre 13,3 et 233,3 kg/j. Par ailleurs, le laboratoire d'analyse a noté la présence de matières flottantes sur 40 journées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant le traitement de ces effluents, l'exploitant a un projet d'amélioration de ce dernier. Il a transmis à cet effet, un rapport à connaissance le 23 décembre 2022 en réponse à l'arrêté préfectoral du 02 mai 2016. Il y prévoit notamment l'installation d'un flottateur pour mieux filtrer les matières plastiques. Le rapport de l'Inspection de cette instruction ainsi qu'un projet d'arrêté préfectoral imposant sa mise en place, sont joints au présent rapport. Ce dernier laisse à l'exploitant jusqu'au 1er avril 2026 pour mettre en place ces équipements. Au vu des dépassements répétés sur les paramètres matières en suspension et matières flottantes, l'Inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité sous le même délai.

L'Inspection demande à l'exploitant de renseigner l'application GIDAF avec les mesures réalisées depuis la mise en place de son échantillonneur journalier, sous 2 mois à compter de la date de réception du présent rapport. Puis, il devra le faire chaque fin de mois pour la surveillance du mois précédent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 7 mois

N° 3 : Mesure de prévention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/05/2025, article L181-25

Thème(s) : Risques accidentels, SAS du bâtiment administratif

Prescription contrôlée :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014

INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES

DANS LES ÉTUDES DE DANGERS

I. - Dispositions communes

[...]

4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur :

a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ;

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que le SAS de sortie du bâtiment administratif abritant la salle de commande n'est pas opérationnel. Les deux portes ont pu être ouvertes en même temps. Il a été demandé à l'exploitant de corriger ce défaut au plus vite sans dépasser 7 jours à compter de la date de la visite. Dans l'attente, il devait informer les utilisateurs de la défaillance et la conséquence possible, a minima par un affichage dans le sas.

Dans son message du 27 mai 2025, l'exploitant a répondu qu'une intervention a été programmée le 28 mai 2025 pour en rétablir le fonctionnement. Ce point pourra faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesure de prévention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/05/2025, article L181-25

Thème(s) : Risques accidentels, Réseau incendie

Prescription contrôlée :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014
INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE CONTENUES
DANS LES ÉTUDES DE DANGERS

I. - Dispositions communes

[...]

4. Mesures de protection et d'intervention pour limiter les conséquences d'un accident majeur :

a) Description des équipements mis en place dans l'installation pour limiter les conséquences d'accidents majeurs pour la santé publique et l'environnement, notamment les systèmes de détection/protection, les dispositifs techniques visant à limiter l'ampleur des rejets accidentels, y compris les dispositifs de pulvérisation d'eau, les écrans de vapeur, les cuves et bassins de captage ou de collecte d'urgence, les vannes d'arrêt, les systèmes de neutralisation et les systèmes de rétention des eaux d'incendie ;

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a constaté un dispositif de pompage dans une excavation réalisée pour traiter une fuite sur la conduite de retour d'eau de mer. Il a été demandé à l'exploitant les solutions envisagées pour traiter la fuite et éviter l'affaissement du sol par érosion interne, et comment sera alimenté le réseau incendie en cas d'arrêt de l'alimentation en eau de mer.

Dans son courriel du 27 mai 2025, l'exploitant a répondu que le réseau eau de mer est opérationnel, et que des travaux sont prévus pendant le grand arrêt 2025 pour remplacer un tronçon de la conduite et du coude qui occasionne la légère fuite actuelle. Concernant le réseau incendie, il indique qu'il est alimenté par un réseau différent du réseau eau de Mer, cette fuite n'a

<p>donc pas d'impact sur le réseau incendie.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté la mise en place d'un réseau d'alimentation incendie temporaire en tuyaux plastiques depuis l'arrivée eau de mer, jusqu'au bâtiment du réacteur. L'exploitant a indiqué que cela a été mis en place pour palier à une défaillance du réseau de défense incendie.</p> <p>Dans son courriel du 27 mai 2025, l'exploitant indique qu'en l'état actuel, le réseau incendie ne permet de délivrer qu'entre 600 et 700 m³/h, contre 1000 à 1200 m³/h de prévu au dimensionnement. Il défend que ce débit permet de répondre au besoin en eau des moyens de refroidissement des équipements de type déluges et sprinkleurs, pour faire face au scénario le plus défavorable de l'étude de danger. Néanmoins, ce débit ne permet pas le recours en sus d'un moyen mobile de type canon ou lance monitor. L'exploitant indique que c'est pour cette raison qu'il a décidé début mars 2025 de mettre en place cette ligne en PEHD. Elle est en service depuis le 1er avril 2025. Enfin, l'exploitant a transmis un plan d'action avec un échéancier qui consiste en la réalisation d'une inspection des tuyauteries avant le 30 juin 2025, une cartographie de l'état actuel du réseau avant le 30 juillet 2025 et la définition avant le 30 août 2025 des travaux à mettre en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, une définition des travaux définis à l'issue des inspections et de la cartographie du réseau incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Prévention de la pollution par les granulés de plastique industriels

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D541-362</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Confinement des granulés sur le site.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <p>a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;</p> <p>[...]</p> <p>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le terrain, L'Inspection a constaté l'accumulation de particules / fines de plastique dans les crevasses, trous de la chaussée et contre les trottoirs, autour de l'unité de production. En cas de pluie, ceux-ci seraient entraînés par les eaux ruisselant au sol, et emportés dans l'atmosphère en cas de vent fort.</p> <p>Dans son courriel du 27 mai 2025, l'exploitant a répondu qu'il a prévu de réaliser un nettoyage de ces crevasses problématiques à l'aide de leur aspirateur Glutton.</p>

L'Inspection rappelle que la propreté du site est une mesure participant à éviter la dissémination de plastiques dans l'environnement.

L'Inspection note une amélioration vis-à-vis de la présence de granulés plastiques industriels (GPI) sur le terrain par rapport à la visite du 04 avril 2024, sauf pour le poste de chargement des granulés non-conformes sur lequel est observé à nouveau un déversement de GPI. L'exploitant explique que ce jour, ce déversement était lié à un défaut sur le flexible de chargement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 7 jours à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant procède au nettoyage du site pour ramasser les dépôts de GPI et fines de plastique.

Au regard de la persistance de GPI dans différentes zones du site, l'exploitant communique le plan d'action proposé à l'issue du dernier audit réalisé en application de l'article D.541-364 en ce qui concerne les procédures mentionnées à l'article D.541-362 et plus précisément le a) de cet article vis-à-vis de la prévention des émissions diffuses de GPI. L'exploitant justifiera les actions de réduction des émissions proposées ou envisagées au regard d'une analyse de type Pareto permettant d'identifier les zones à traiter en priorité (amélioration de l'étanchéité des équipements, amélioration des moyens de captation, des moyens de confinement, etc.).

Par ailleurs, il conviendrait que l'exploitant inclut dans sa procédure une vérification périodique sur le site de la présence de GPI et de fines de plastiques et notamment avant un épisode annoncé de vent fort ou de pluie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours